UN AUTRE HORIZON

La CGT Educ'action
Midi-Pyrénées
Section des Retraités
19 place Saint Sernin
CS 47094
31070 TOULOUSE CEDEX 7
ursen.mi-py.retr@wanadoo.fr

N° 128 juin 2013

« La vérité est difficile à trouver et, quand on la rencontre, elle est déconcertante. »
Héraclite

SOMMAIRE :

* **Editorial**
* **Restons lucides...**
* **Le savez-vous ?**
* **Payer plus...**
* **Nos deuils.**
* **Denis a repris le large.**
* **A G 24 septembre**
* **Attention ! Travaux**

RADIO MON PAIS
90.1

La Radio de la vie sociale et des luttes

ÉDITORIAL

Aux ordres de la Commission européenne !

La commande voulue par le gouvernement Ayrault dans le contexte du "Pacte de stabilité budgétaire" est arrivée à terme. La commission Moreau a rendu sa copie. L'addition sera salée pour tous, y compris les retraités. Nous allons être mangés à la sauce grecque, portugaise, espagnole ou encore italienne. Le patronat pavoise. : le gouvernement fait ce que la droite rêvait de faire.

Le faux débat engagé dans les médias occulte complètement la nécessaire contribution des revenus du capital qui enflent sans vergogne. Il vise à préparer l'opinion publique aux sacrifices : il faudrait se résigner devant la crise !

Quelques pistes ou propositions du rapport :
Alignement de la CSG pour les retraités de 6,6% à 7,5% ;
Suppression de l'abattement fiscal de 10% ;
Désindexation des pensions tous régimes ;
Fiscalisation des majorations de pensions de 10 % pour les retraités qui ont élevé au moins trois enfants.
Cela s'ajoute aux mesures déjà prises :
Les 0,3 % de contribution pour l'aide à l'autonomie;
La suppression de la demi-part fiscale;
Le gel des barèmes fiscaux.

Le gouvernement appauvrit les retraités en envoyant des milliers d'entre eux dans la précarité et l'insécurité sociale. Il ne s'attaque pas aux financiers ni aux actionnaires, en clair au capital de plus en plus vorace. Il donne des gages à Bruxelles et au patronat. Et on sait que cette politique de réduction du pouvoir d'achat conduit dans le mur de la récession.

Sans une réponse massive et unitaire, ce projet dangereux pour nos retraites actuelles et futures - et aussi pour l'avenir du pays - sera mis en œuvre, mais ne réglera pas le problème du financement sur le long terme. Pour faire face à ces attaques, l'UCR s'est inscrite dans les actions et propositions de la Confédération, mais prendra aussi des initiatives particulières en recherchant l'unité d'action la plus large. A nous de nous y employer avec nos USR respectives.

Jean-Pierre Barboni

RESTONS LUCIDES ET COMBATIFS

Le militant anti-fasciste Clément Méric a été tué dans une rixe. Les coupables appartiennent à un groupuscule d'extrême droite aux idées fascistes. Pouvons-nous en conclure, comme beaucoup le font, que la main du fascisme s'étend sur la France ?

Ne crions pas au loup avant que celui-ci ait réellement apparu, car nous risquerions d'être désemparés si le fascisme, en tant que force organisée et dirigée, apparaissait un jour. Le parti de l'extrême droite et les groupes fascisants sont utilisés et manipulés par la droite, comme le mouvement contre « le mariage pour tous » l'a montré. Mais la bourgeoisie dans son ensemble n'a pas encore besoin du fascisme pour maintenir son pouvoir : le fait est que le régime capitaliste n'est pas vraiment menacé par le danger d'une prise de pouvoir véritablement de gauche suite à la crise économique, comme ce fut le cas en Italie dans les années 1920 puis en Allemagne en 1930… Au contraire, bien que des résistances se fassent voir ici et là, le mouvement ouvrier n'est pas dans l'offensive, c'est le patronat qui attaque sans que la « gauche » au pouvoir ne s'y oppose véritablement.

D'accord, restons éveillés face à la peste brune, mais ne nous laissons pas distraire par ceux qui, sous prétexte de « pacte républicain » oublieraient les reculs que nous assène l'actuel gouvernement. Crions plutôt gare à l'offensive du Medef et des partis politiques qui lui sont proches, sans oublier ceux qui collaborent plus ou moins directement avec le capital, le FMI, la BCE… Ce sont eux qui approfondissent la crise économique et sociale, terreau où fleurissent les idées du FN qui attire les gens désemparés devant la misère, le chômage, les injustices, les « affaires »…

Combattons l'extrême droite avec clairvoyance : pour nous, **syndiqués CGT**, c'est d'abord refuser toutes les attaques qui se multiplient sous couvert de compétitivité le chômage, de rigueur budgétaire (voir les dernières exigences de Olli Rhen, commissaire européen à l'économie), et pour nous, **retraités syndiqués**, c'est se préparer à affronter les nouvelles restrictions sur les retraites, qui s'ajoutent aux hausses diverses rognant le pouvoir d'achat…

Danielle Antoine

Nos deuils…

Nous avons appris avec retard le décès de Jean Bordes, survenu en juin 2012 dans sa 90è année.

Entré dans l'Education Nationale en 1964, il avait fait toute sa carrière d'enseignant au Lycée de Gourdan-Polignan, prenant une part active à l'activité de la section CGT.

Cette fidélité exemplaire avait commencé dans la Résistance. Puis en 1945, comme beaucoup de combattants des FFI, il s'engage dans l'armée, devient officier mécanicien automobile et se retrouve embringué dans les guerres coloniales : Indochine puis Madagascar puis l'Algérie.

Pour s'être opposé aux généraux putschistes en Algérie, il est limogé sans solde en 1962. Période douloureuse pour lui et sa famille. Plus tard, le Conseil d'Etat le rétablira partiellement dans ses droits à l'exclusion de la solde, mais entre temps, il sera devenu professeur de mécanique, d'abord auxiliaire puis titulaire.

A sa fille Simone et à ses autres enfants nous présentons nos fraternelles condoléances.

BOURSE DU TRAVAIL DE TOULOUSE ATTENTION ! TRAVAUX

Non, ce n'est pas un mauvais jeu de mots. Classée au patrimoine pour sa façade « constructiviste » des années 30, la Bourse du Travail va être équipée d'un ascenseur et de dispositifs de sécurité mis aux normes.

Les travaux devraient durer au moins un an et le public sera interdit d'accès.
Pendant cette période, les organisations logées vont déménager dans un ensemble de bungalows situé sur la Place de l'Europe à Compans-Caffarelli (station de métro homonyme).
Notre section est donc concernée et partagera un bureau avec 3 autres organisations. Le planning sera serré !

L'adresse postale ne changera pas.

La vie de notre section va cependant être quelque peu perturbée à partir du 1er juillet, date du déménagement.

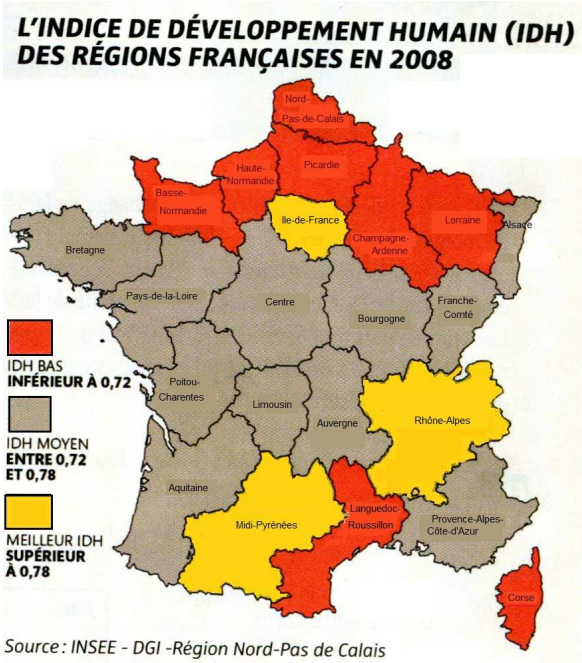
RSA: les jeunes préfèrent travailler

Les droits au Revenu de solidarité active (RSA) n'ont été ouverts qu'à partir de 25 ans, sauf exception. « Cette restriction s'appuie (...) sur la crainte que l'accès au revenu minimum décourage certains jeunes (...) de rechercher un emploi », rappelle l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Dans une étude cherchant à savoir si cette crainte était justifiée à l'égard du RSA et avant lui du Revenu minimum d'insertion, l'Insee observe que le taux d'emploi des jeunes augmente même après 25 ans et en conclut que pour les jeunes rien ne remplace l'autonomie procurée par un emploi. Selon ses calculs, seule une infime partie des jeunes les moins qualifiés (entre 1,7 et 2,9%) aurait été découragée de travailler, entre 2004 et 2009.

LE SAVEZ-VOUS ?

Un bien-être différent selon les régions

L'Association des régions de France (ARF) vient de retenir de nouveaux indicateurs pour mesurer l'activité économique sous l'angle du bien-être de la population. L'un d'entre eux, l'indice de développement humain (IDH), prend en compte le niveau de vie, la santé des habitants et leur niveau de formation. Plus l'indicateur se rapproche de 1, plus le bien-être est élevé. Selon les calculs de l'ARF, l'Ile-de-France arrive en tête alors que les régions du Nord, le Languedoc-Roussillon et la Corse ont l'IDH le plus faible.



Oui, mais quelle est la qualité de vie correspondant au niveau 1 ? Et qu'est ce que ça doit être ailleurs !

Impuissance des gouvernements ?

Tout le monde ne se plaint pas de la porosité des frontières.

Propriétaire d'une multinationale du luxe et dixième fortune de la planète, Bernard Arnault s'est même un jour réjoui de la perte d'influence des gouvernements « démocratiques » : *« Les entreprises, surtout internationales, ont des moyens de plus en plus vastes, et elles ont acquis, en Europe, la capacité de jouer la concurrence entre les Etats (...) L'impact réel des hommes politiques sur la vie économique d'un pays est de plus en plus limité. Heureusement. »*

« B. Arnault, la passion créative.» Entretiens avec Yves Messarovitch, Editions Plon.

Denis a repris le large...

Il avait débuté sa vie active dans la marine nationale pendant la guerre d'Algérie. Puis il avait navigué dans la marine marchande comme électromécanicien de bord. Les salles des machines étaient alors floquées à l'amiante... et une quarantaine d'années plus tard, le poison l'a emporté en quelques mois : cancer du poumon.

Denis Albert, c'était le camarade sur qui on peut compter, l'ami dévoué, le militant CGT qui a tenu une place essentielle dans l'activité syndicale de notre région et le communiste attentif aux difficultés des gens et prêt à rendre service.

Professeur d'électromécanique au LP Rascol à Albi, il a assuré pendant de nombreuses années la responsabilité de Secrétaire départemental du SNETP-CGT puis du SDEN-CGT du Tarn. A la retraite, il a contribué assidûment à la vie de notre Section régionale des Retraités de la CGT Educ'action.

Grand voyageur (l'âme du marin sans doute), il avait sillonné la planète avec son épouse Claudine, des GR de Corse aux pyramides du Mexique, de la Grèce au Pakistan...

De nombreux camarades de la Section des Retraités lui ont rendu un dernier hommage au crematorium d'Albi, parmi une large assistance, par une froide matinée, le 12 février.

A Claudine et à ses proches nous renouvelons nos condoléances fraternelles.

Payer plus, lorsqu'on gagne plus

Alors que chacun d'entre nous vient de se plier à la déclaration de revenus pour participer à la construction de notre vie en société, nous ne pouvons oublier le concert de ceux qui payent beaucoup d'impôts - trop à leurs yeux - à tel point qu'ils le jugent confiscatoire, rien que ça !

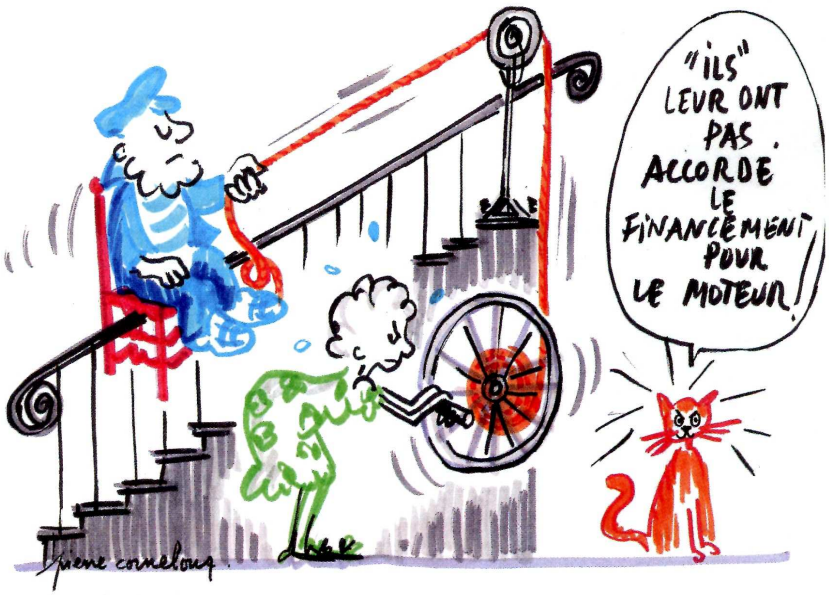
Les chiffres qu'évoquent ces sommités ont tellement peu à voir avec ceux que nous manions quotidiennement que parfois on a du mal à cerner ce dont ils parlent. Par contre en matière de confiscation nous savons que ces mêmes gens en confisquent beaucoup à ceux qui produisent les richesses au point de leur rendre la vie de plus en plus difficile. Parfois en regardant les barèmes de recouvrement de l'impôt nous devons nous dire que nous aimerions payer beaucoup plus d'impôts, car plus on est riche plus la somme restante est particulièrement confortable.

Contrairement aux arguments développés par les libéraux, de multiples lois ont écorné le principe fondateur de l'impôt qui faisait que, plus on a de revenus plus on contribue à l'effort collectif. Si on regarde de près de nombreux cas, on peut découvrir que les multiples niches fiscales, mises en œuvre sous de fallacieux arguments, permettent à ceux qui ont déjà beaucoup de réduire de façon impressionnante la somme à payer au fisc et donc d'avoir plus grâce au concours de l'Etat. Voilà un sacré tour de passe-passe de la part de ceux qui n'ont pas peur de dénoncer par ailleurs l'état providence !

Et puis il ne peut nous échapper que des sommes fabuleuses échappent à l'Etat puisqu'elles partent voyager dans des endroits exotiques. Nous avons entendu parler de 600 milliards d'€, avec une évasion fiscale évaluée entre 60 et 80 milliards d'€ chaque année, une paille ! De quoi renflouer les caisses de l'Etat, non ? Et autrement qu'en s'en prenant à la Sécu et aux retraites. Ce qui est d'autant plus surprenant c'est la rapidité avec laquelle cette réalité, gravissime, a disparu du devant de la scène. Pourtant parfois pour des larcins mineurs un étalage d'informations est répété en boucle pendant plusieurs jours. Et là, pour 600 milliards d'€ ça a fait pschitt... A croire que 600 M d'€ ce n'est pas grand-chose pour certains ou bien que des sommités sont un peu éclaboussées...

Ce traitement médiatique ressemble fort au sort réservé à l'Accord National Interprofessionnel et sa traduction dans la loi abusivement nommée "de sécurisation de l'emploi" (on devrait dire de "sécurisation des patrons"). Les médias n'ont plus grand-chose à dire a son sujet : le mal est fait, n'est-ce pas ?

JP B



AG de la Section
Mardi 24 septembre

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra à **Carbonne** (Hte-Garonne).

Réservez cette date dès à présent. Les convocations vous parviendront au début septembre.

D'ici la tenue de l'A G, les candidatures pour le Collectif Régional d'animation de la Section peuvent être adressées, soit par courrier à notre siège, soit par internet à l'adresse :
ursen.mi-py.retr@wanadoo.fr

A l'occasion du 50è Congrès de la CGT qui se tenait à Toulouse, au Parc des Expositions, du 18 au 22 mars 2013, l'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Haute-Garonne présentait une exposition en 12 panneaux sur le congrès de 1936 et son contexte social et politique. Cette exposition peut être présentée lors d'initiatives des organisations de la CGT sur demande à l'IDHS 31.

Le congrès de 1936 à Toulouse a fait date dans l'histoire de la CGT. Congrès de la réunification après les divisions de 1920, il a joué un rôle moteur dans l'immense mouvement de grèves qui, conjointement à l'avènement du gouvernement du Front Populaire, a arraché les grandes conquêtes sociales qui restent gravées dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Editée en partenariat avec la Dépêche du Midi la brochure de 48 pages dont la couverture est reproduite ci-dessus reprend l'essentiel de cette exposition.
Sa conception graphique, sur papier de qualité, en fait un outil agréable de rappel de ces événements marquants de l'histoire pour la formation syndicale. Elle peut aussi être appréciée comme petit cadeau.

Son prix, 4 €.

On peut se la procurer auprès de l'Institut ou passer commande en remplissant ce **bon de commande** :

NOM.....Prénom .....
ou Syndicat ....
Adresse ....
Code Postal et VILLE ....
Adresse mail : .....

passe commande de .....brochures 4 € l'unité soit .....€ au total

Chèque à l'ordre de IDHS 31

Institut Cgt d'Histoire Sociale de la Haute-Garonne – Bourse du Travail - 19 place Saint Sernin
CS 47094 31070 Toulouse Cedex 7 - courriel : idhs31@gmail.com - tel : 05 34 30 51 46